

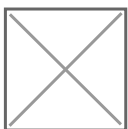
Les assassinats d'octobre 2000, 20 ans plus tard

Description



Les funérailles d'Asel Asleh, l'un des 13 Palestiniens tués par la police israélienne en octobre 2000. (Photo: Adalah)

Chers amis, La commémoration des 20 ans des assassinats d'octobre 2000 (connus aussi sous le nom de soulèvement d'octobre 2000) intervient au moment où de nouveaux éléments apparaissent concernant l'assassinat par la police israélienne de Yâakub al-Qiân en 2017, un professeur de mathématiques bédouin de 50 ans. Adalah, le centre juridique pour les droits de la minorité arabe en Israël, publie une nouvelle déclaration dans laquelle nous exigeons que soit mis fin aux assassinats perpétrés par la police israélienne sur des citoyens palestiniens et la culture étatique d'impunité qui inclut une multitude de manquements, d'omissions et d'obstruction faite à la justice au cours de soi-disant « enquêtes », qui perçoivent les Palestiniens comme des « ennemis » et qui permet aux représentants israéliens de l'application de s'abstenir de rendre des comptes. Le Haut comité de suivi des citoyens arabes d'Israël a également approuvé et adopté ces revendications. Il existe un lien direct entre la fermeture du dossier Abu al-Qiân et les événements d'octobre 2000 dans lesquels 13 manifestants arabes furent tués par la police en Israël, alors que des manifestations se déroulaient dans tout le pays. Tous reposent sur la même politique d'absence d'accusations diligentes contre les autorités chargées de l'application de la loi, dont la police, dans les cas d'assassinat de citoyens palestiniens d'Israël, même lorsque les preuves montrent clairement l'usage illégal de la force. Le procureur général d'Israël a défendu l'idée que le droit pénal ne devrait pas être appliqué car cela pourrait dissuader la police de recourir à la force nécessaire. Cette politique conduit à une impunité totale, à un manque de responsabilité et met en danger la vie des citoyens palestiniens.



Le professeur de mathématiques de 50 ans, Yâakub Abu al-Qiân, tué par balles par la police israélienne dans le village bédouin de Umm al-Hiran. (avec l'aimable autorisation du centre Mossawa)

Les autorités chargées du respect de la loi responsables des assassinats d'octobre 2000 et de celui de Ya'akub Abu al-Qi'an continuent à s'abriter derrière le mur d'impunité édifié pour eux par Israël, malgré les preuves claires de criminalité, de conflits d'intérêt et d'obstruction faite à la justice par les autorités de l'État, ce mur qui laisse les victimes et leurs familles sans consolation. Cette impunité a aussi un aspect collectif, au sens où elle place tous les citoyens arabes d'Israël dans un état de vulnérabilité face à la violence de l'État et encourage la perpétuation de graves violations de droits humains envers eux.



Des officiers de police israéliens ouvrent le feu sur des Palestiniens en octobre 2000. (Photo: Adalah)

Vingt ans après les assassinats d'octobre 2000 et trois ans après le meurtre de Ya'akub Abu al-Qi'an par la police israélienne, Adalah continue à lutter au nom des victimes palestiniennes de la violence de l'État israélien.

Dans sa nouvelle déclaration, Adalah fait état de revendications claires auprès des autorités israéliennes de l'État, destinées à assurer la responsabilité et la justice à la fois pour les victimes des assassinats d'octobre 2000 et pour la famille de Ya'akub Abu al-Qi'an. **Les revendications d'Adalah sont les suivantes :**

- Installer un comité indépendant composé de membres connus pour leur crédibilité et leur professionnalisme, choisis avec l'approbation des dirigeants politiques palestiniens en Israël. Le mandat de ce comité, les recommandations qui devraient être juridiquement contraignantes, seraient les suivants : **a)** Examiner les manquements dans les enquêtes et dans le système d'enquête concernant les événements d'octobre 2000 ; **b)** Recommander l'inculpation d'individus responsables à tous niveaux des assassinats et des blessures ; **c)** Enquêter sur les dossiers d'assassinats individuels de citoyens palestiniens d'Israël commis depuis 2000 et ayant été fermés par l'autorité de la police israélienne.
- En ce qui concerne Abu al-Qi'an, l'État devrait immédiatement inculper les responsables de l'assassinat ainsi que les membres de l'autorité chargés de l'application de la loi pour leur obstruction à la justice.

Sincèrement,

Dr. Hassan Jabareen, Adv.
Directeur Général d'Adalah



Traduction SF pour lâ??Agence Media Palestine

Source : [Adalah](#)

date crÃ©e
2020/10/03